Macro Dev

Macroéconomie et développement
NOVEMBRE 2026 | N° 81

Ouzbékistan : Une décennie de réformes sous Mirziyoyev

Bilan et perspectives

Auteur
Thibault Vasse

ÉDITIONS AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Ouzbékistan : Une décennie de réformes sous Mirziyoyev. Bilan et perspectives

Thibault Vasse – vasset@afd.fr
Date de fin de rédaction : 14/10/2026

Résumé : Pays stratégique à la croisée des grandes puissances eurasiennes et au modèle économique administré par un État fort, l'Ouzbékistan a été façonné par son histoire et les visions du développement de ses dirigeants.

Les choix politiques d'Islam Karimov dans le sillage de l'effondrement de l'URSS ont eu des conséquences économiques structurantes et contrastées. L'ambition de bâtir une économie souveraine et résiliente ainsi que d'éviter l'effondrement de l'État s'est manifestée par une quête de l'autosuffisance, une quasi autarcie et des réformes limitées de transition vers une économie de marché.

Au moment de son arrivée au pouvoir fin 2016 à la mort d'Islam Karimov, Shavkat Mirziyoyev hérite d'un pays avec de solides fondamentaux macroéconomiques, mais traversé par des distorsions et inefficiences. Son vaste programme d'ouverture et de libéralisation de l'économie constitue une réelle rupture, soutenue par de nombreux partenaires internationaux et offrant de nouvelles opportunités de croissance. En même temps, des continuités existent avec la stratégie de Karimov : centralité du rôle de l'État et mainmise sur les secteurs stratégiques. Pour l'heure, la croissance est dynamique, l'économie se transforme et l'objectif d'intégrer la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) paraît atteignable à moyen terme.

Pourtant, pour assurer la prospérité sur le long terme, les autorités ouzbèkes vont devoir surmonter des défis majeurs. En interne, transformer la bonne performance économique en développement humain pérenne nécessite un renforcement significatif des systèmes sociaux et la mise en place de politiques environnementales ambitieuses. En externe, la situation géoéconomique génère des chocs à répétition et de l'incertitude, qui menacent les gains espérés de la stratégie d'ouverture et de libéralisation des autorités.

Cet article propose d'explorer la trajectoire macroéconomique et de développement ouzbèke en trois temps : (i) l'héritage du « modèle ouzbek » de transition d'Islam Karimov ; (ii) la nouvelle impulsion donnée par Shavkat Mirziyoyev ; et (iii) son pari sur l'avenir face aux mutations du monde.

Thématique : macroéconomie, développement, risque pays
Géographie : Ouzbékistan

1. Le passé est un prologue : l'héritage d'Islam Karimov

La présidence d'Islam Karimov a été marquée par des choix politiques forts. Suite à la chute de l'URSS et à l'effondrement du système centralisé soviétique, les dirigeants ouzbeks ont été confrontés à un défi de taille : concevoir un nouveau modèle économique et piloter sa transition en tant qu'État indépendant. Inquiet de la fragilité sociale et politique du pays, Karimov a rejeté « la thérapie de choc libéral » préconisée par les institutions de Bretton Woods et a proposé sa propre vision du développement fondée sur cinq axes clés : (i) libérer l'économie de l'idéologie ; (ii) préserver le rôle structurant de l'État dans le développement ; (iii) maintenir l'ordre public ; (iv) assurer une forte protection sociale et ; (v) s'adapter progressivement au marché.

La première priorité était d'assurer la stabilité du régime politique et la pérennité de l'État en renforçant la résilience de l'économie face aux chocs et en assurant la souveraineté économique (Ruziev 2021). Grâce à une politique dirigiste, les autorités ont soutenu l'essor de cultures agro-alimentaires stratégiques et ont investi massivement dans l'exploitation du gaz et du pétrole. La production de blé a été multipliée par 5 entre 1992 et 2002 et l'autosuffisance énergétique a été atteinte dès 1995. En termes de pilotage macroéconomique, les autorités ont cherché à constituer des amortisseurs, favorisant une posture budgétaire conservatrice et accumulant des réserves de change grâce à l'accès prioritaire de la banque centrale à la production domestique d'or. En parallèle, les autorités ont poursuivi une politique de substitution aux importations. Empruntant des idées au modèle soviétique, la méthode d'accumulation du capital reposait en grande partie sur la réallocation des ressources dégagées par des secteurs rentiers (coton et or), et des prêts subventionnés des banques publiques vers l'industrie (Lombardozzi 2023).

Malgré quelques réformes, la mise en œuvre de la libéralisation a été difficile. Les autorités ont libéralisé certains prix, mis fin à la planification de la production agricole à l'exception du coton et du blé et ont procédé à des privatisations ciblées (principalement de PME dans les services). Toutefois, les efforts de libéralisation ont été très limités par rapport aux pairs de l'ex-URSS ; les secteurs clés (énergie, ressources naturelles, infrastructures) et l'accès à la terre restaient sous contrôle étatique et les prix de nombreux produits étaient encore administrés. À ceci s'ajoutaient de fortes restrictions sur le commerce international et un régime de taux de change multiples[1]. Le taux officiel était décorrélé des marchés internationaux et l'accès à la devise était principalement limité à l'importation de capitaux. Ces restrictions ont notamment poussé le FMI à suspendre son s*tand-by agreement* en 1997 (Blackmon 2006).

La politique étrangère reposait sur une forme d'autonomie défensive visant à prendre de la distance avec la Russie, à faire valoir l'égalité de statut et à défendre l'image de l'Ouzbékistan sur la scène internationale (Teles Fazendeiro 2017). Dans le contexte turbulent de la transition post-URSS, cette stratégie s'est manifestée par une méfiance envers certains États et le multilatéralisme, le refus de toute concession sur la souveraineté et, hormis quelques ouvertures momentanées[2], un isolationnisme marqué.

[1] Il existait trois taux de change : (i) le taux de change officiel fixé à un niveau artificiellement surévalué ; (ii) le taux « bancaire », déterminé en principe par les échanges entre les banques et le secteur privé, mais en pratique fixé par les autorités ; et (iii) le taux parallèle qui résultait d'un marché illicite.

[2] Par exemple en participant à la Communauté économique eurasiatique de 2006 à 2008, ou à

Les relations de voisinage en Asie centrale étaient souvent conflictuelles notamment sur les questions ethniques, frontalières et d'accès à l'eau. Certains observateurs s'inquiétaient même d'un risque de conflit ouvert, notamment dans la vallée de Fergana[3], foyer potentiel de déstabilisation (Rotar 2012).

La mise en œuvre de la vision de Karimov a eu des conséquences contrastées (**tableau 1**). La croissance économique s'est révélée supérieure aux attentes : l'Ouzbékistan a connu la plus faible récession transitionnelle de l'ex-URSS (Zettelmeyer 1998) et une croissance moyenne de 4,6 % entre 1992 et 2016, contre une moyenne de 2,4 % dans l'ex-URSS. La stratégie industrielle a connu certains succès au XXIe siècle avec l'essor du secteur automobile et la hausse du poids de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée (VA) du point bas de 7 % en 2000 à 14,8 % en 2016. L'Ouzbékistan et le Turkménistan sont les seuls pays de l'ex-URSS à s'être réindustrialisés durant cette période. Les autorités ont également accumulé des réserves de change (20 mois d'importations en 2016), réussi à réduire la dette publique (7 % du PIB en 2016) et à constituer une épargne publique considérable (15 % du PIB), placée dans le Fonds national pour la reconstruction et le développement.

Cependant, le pays a aussi développé des fragilités importantes. Avec un taux d'ouverture commerciale à 26 % du PIB en 2016, il a longtemps été l'un des plus autarciques de l'ex-URSS. L'utilisation des ressources (ex. : surexploitation de l'eau, appauvrissement des sols) et la productivité (à 40 % de la moyenne ex-URSS en 2016) ont pâti de la politique dirigiste de l'État. Le manque de concurrence a découragé la modernisation de certains secteurs et les produits ouzbeks étaient peu compétitifs sur les marchés internationaux sans aide publique (Galdini 2023). De surcroît, la croissance économique n'a pas créé suffisamment d'emplois de qualité. L'exploitation agricole était particulièrement éprouvante, peu respectueuse des droits humains et peu rémunératrice du fait du système de quotas et d'achats étatiques à bas prix (Fisher-Daly et Goldstein 2014). La présidence d'Islam Karimov a donc connu une émigration importante, estimée à plus de deux millions de personnes. Enfin, le pays souffrait de distorsions macroéconomiques importantes, dont une surévaluation du soum de plus de 100 % en 2010-2016 (IMF et Middle East and Central Asia Department 2018), et une inflation refoulée par la fixation des prix.

Tableau 1 – Aperçu de l'économie ouzbèke durant la présidence d'Islam Karimov

Indicateur	Ouzbékistan	Ex-URSS	Asie centrale	PRITI
Croissance du PIB réel, moyenne 1992-2016 (%)	4,6	2,4	3,3	3,3
Industries manufacturières, 2016 (% de la VA)	14,0	12,2	13,0	17,2
PIB par habitant, 2016 (USD courants PPA)	8 172	20 236	12 247	7 060
Productivité par heure travaillée (USD courants PPA)	11,0	26,0	15,6	11,9
Stock d'IDE entrants, 2016 (% du PIB)	10,1	57,9	63,1	40,7
Taux d'ouverture commerciale, 2016 (% du PIB)	25,7	89,3	61,2	42,6
Réserves, 2016 (mois d'importations)	19,9	5,3	8,4	8,8
Déficit public, moyenne 2000-2016 (% du PIB)	0,3	-0,7	0,0	-2,2
Dette publique, 2016 (% du PIB)	7,2	36,4	29,8	46,4

Source : Banque mondiale, CNUCED, FMI, calculs de l'auteur.

l'Organisation du traité de sécurité collective de 1992 à 1999, puis de 2006 à 2012.

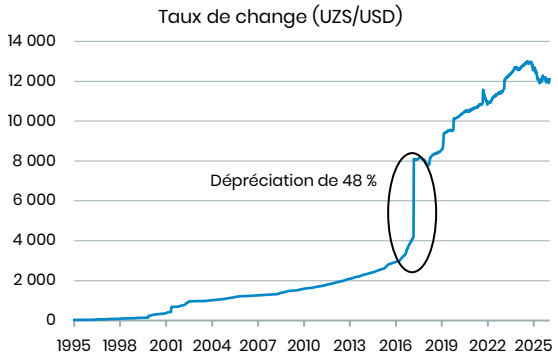
[3] À l'est du pays, la vallée de Fergana, frontalière avec le Kirghizistan et le Tadjikistan, a longtemps été le théâtre de conflits géopolitiques (reconnaissance des frontières et accès à l'eau), ethniques et religieux.

2. Une nouvelle impulsion donnée par Shavkat Mirziyoyev

L'arrivée au pouvoir de Shavkat Mirziyoyev en 2016 marque un tournant dans l'histoire contemporaine de l'Ouzbékistan. L'économie était alors résiliente sur le plan macroéconomique, mais traversée par de profondes difficultés. Le président s'est alors engagé à transformer la société et l'économie ouzbèkes. Son agenda de réformes vise à accélérer la transition vers une économie de marché, soutenir les systèmes sociaux et la gouvernance publique, et bâtir une croissance durable. En soutien à ce programme, les bailleurs internationaux apportent ressources financières et assistance technique. Les politiques mises en œuvre depuis 2016 constituent une rupture, du moins partielle, avec l'ère Karimov.

Ouvrir l'Ouzbékistan au monde

Graphique 1 – Le taux de change est devenu plus flexible



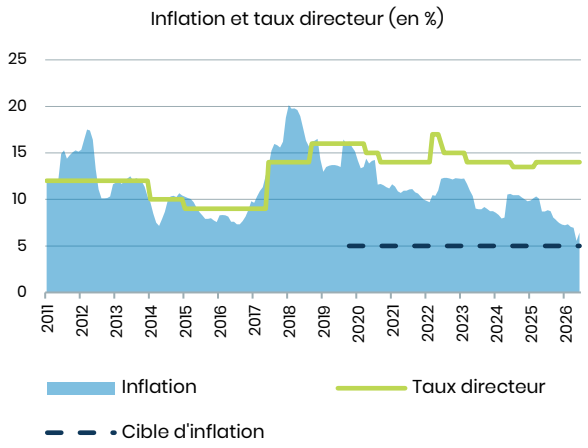
Source : CBU.

Parmi les premières mesures fortes, le gouvernement a permis la libre convertibilité du soum et adopté *de jure* un taux de change flexible. Le soum a perdu 48 % de sa valeur le 10 septembre 2017, permettant faire converger le taux de change officiel et le taux parallèle (**graphique 1**). Cette politique a été conçue pour faciliter les activités des entreprises, notamment étrangères. *De facto*, le taux est resté administré, les autorités continuant d'intervenir pour en maîtriser les fluctuations. À partir d'avril 2025, elles ont acté une réelle flexibilité, ce qui a poussé le FMI à reclasser le taux de change à un régime « flottant » en juin 2026 (IMF et Middle East and Central Asia Department 2026).

Sur le plan monétaire, la flexibilisation du taux de change est allée de pair avec l'adoption progressive d'un cadre de ciblage de l'inflation. Depuis 2019, la *Central Bank of Uzbekistan* (CBU) cible formellement une inflation à 5 %, cible qu'elle devait initialement atteindre en 2023. Le gouvernement a soutenu le processus avec des mesures pour renforcer l'indépendance de la CBU (ex. : loi de 2019), ses capacités analytiques (ex. : prévisions macroéconomiques), ainsi que ses outils d'intervention et de communication. Cependant, la transmission de la politique monétaire a été freinée par un système financier peu profond et fortement dollarisé (25 % des dépôts, 42 % des prêts) et par l'octroi de crédits subventionnés par les banques publiques.

La levée de certains prix administrés, une forte demande interne et la dépréciation de la devise ont libéré des pressions inflationnistes, portant le taux d'inflation de 8,1 % en 2016 à 17,6 % en 2018. En réponse, la CBU a relevé ses taux et a maintenu une politique monétaire restrictive sur la décennie passée. Depuis mi-2017, le taux directeur est resté compris entre 17 % (mars-avril 2022) et 13,5 % (juillet 2024-février 2025). L'inflation a baissé tendanciellement depuis le pic de 2018 pour atteindre 6,8 % en moyenne au premier semestre 2026 (**graphique 2**). Après avoir été repoussé plusieurs fois, l'objectif d'atteindre la cible de 5 % d'ici 2027 paraît réaliste selon les projections du FMI.

Graphique 2 – L'inflation converge avec la cible de 5 %



Source : CBU, FMI.

L'économie est devenue plus extravertie. Sur le plan commercial, le gouvernement a divisé les droits de douane par deux en moyenne (**tableau 2**) et allégé les restrictions non douanières. Ainsi, le commerce extérieur a progressé de 127 % en volume entre 2016 et 2025, après avoir stagné durant les années 2010 (**graphique 3**). Par ailleurs, il a relancé le processus d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'arrêt depuis plusieurs années. Les autorités entendent finaliser les négociations d'adhésion en 2026 et ont conclu des accords avec plus d'une trentaine de pays. L'adhésion à l'OMC implique un large éventail de réformes dans divers secteurs (commerce des services, propriété intellectuelle, réduction des barrières non tarifaires) et nécessiterait de repenser le modèle économique ouzbek qui repose encore fortement sur des activités subventionnées par l'État. Selon la Banque mondiale, l'adhésion à l'OMC pourrait rehausser le PIB de 10 % et réduire la pauvreté nationale de 1,6 % (World Bank 2024a).

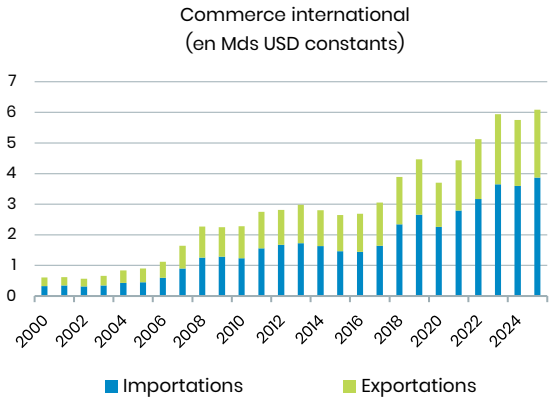
Tableau 2 – Une baisse tangible des droits de douane appliqués par l'Ouzbékistan

Type de produit	2016	2024
Produits agricoles	17,7	15,6
Armes	5,0	0,0
Vêtements	31,5	22,5
Produits industriels	14,5	6,2
Pétrole	20,0	0,0
Textiles	25,7	8,4
Tous les produits	**15,3**	**7,3**

Source : UNDESA.

Note sur le tableau 2 : Moyenne pondérée des droits de douane selon la clause de la NPF[4].

Graphique 3 – Le commerce international reprend de la vigueur



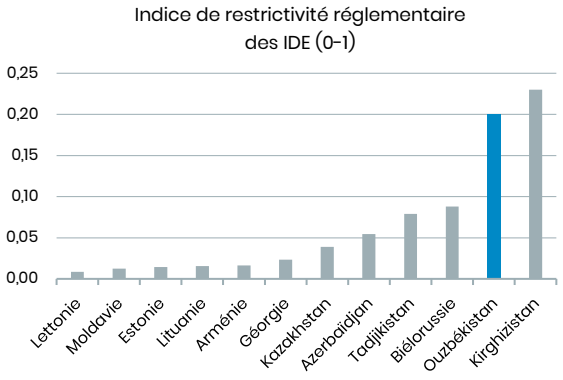
Source : Banque mondiale.

Le gouvernement a également cherché à améliorer l'attractivité du pays pour les investisseurs internationaux. Il a adopté de nouvelles lois sur l'investissement (2019), sur les partenariats public privé (2019) et sur les zones économiques spéciales (2020). Ces efforts d'ouverture ont permis une hausse progressive des

[4] La clause de la nation la plus favorisée (NPF) est une mesure de non-discrimination, qui constitue l'une des règles fondatrices de l'OMC. Tout avantage accordé par un membre à un autre pays doit être étendu à tous les autres membres de l'OMC. Cette disposition vise à prévenir les pratiques discriminatoires et à garantir un traitement équitable entre les partenaires commerciaux.

investissements directs à l'étranger (IDE) entrants, atteignant 3 % du PIB en 2025, contre 1,2 % du PIB en moyenne sur 2012-2016. Cependant, les restrictions aux IDE demeurent importantes dans certains secteurs. Entre autres, les contraintes d'accès aux terres constituent un obstacle pour les IDE nécessitant de grandes superficies, tels que les projets liés aux énergies renouvelables (EnR). Ces restrictions placent l'Ouzbékistan au 2e rang des pays de l'ex-URSS sur l'indice OCDE de restrictivité règlementaire des IDE (**graphique 4**).

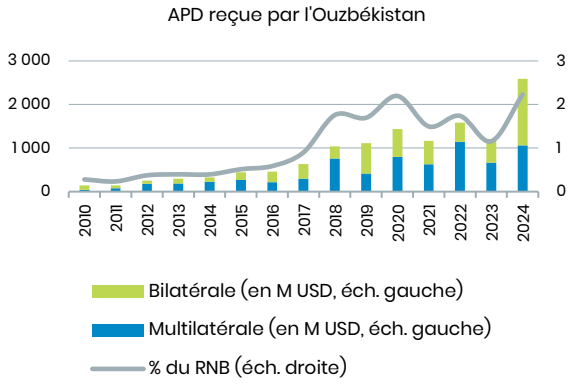
Graphique 4 – Les restrictions aux IDE demeurent importantes



Source : OCDE.

La stratégie d'ouverture économique est allée de pair avec une ouverture diplomatique, ainsi qu'une politique étrangère pragmatique et proactive. Shavkat Mirziyoyev a repris les grandes lignes de la doctrine d'Islam Karimov – indépendance vis-à-vis des grandes puissances, non-alignement avec les blocs géopolitiques, stratégie multi-vectorielle (Toktogulov 2022). Cependant, il a adopté une approche plus ouverte et conciliante, mettant l'accent sur les enjeux économiques, plutôt que politiques. Le pays multiplie ses partenariats avec flexibilité, tout en veillant à maintenir un équilibre délicat entre la Russie, la Chine et l'Occident[5]. Cela a permis de renforcer les relations avec les bailleurs internationaux, et l'aide publique au développement (APD) reçue par le pays a été multipliée par sept en dix ans (**graphique 5**). De même, les autorités bénéficient de multiples assistances techniques (cadres règlementaires, politique monétaire, statistiques nationales, transition bas-carbone, etc.), qui soutiennent la mise en œuvre du programme de réformes, reflet de la volonté des autorités d'adopter progressivement les standards internationaux.

Graphique 5 – L'Ouzbékistan mobilise de plus en plus de financements concessionnels



Source : OCDE, calculs de l'auteur.

Surtout, en priorisant les relations de voisinage, le président Mirziyoyev a impulsé une nouvelle dynamique permettant de réelles avancées vers l'apaisement de tensions historiques et vers plus de collaboration en Asie centrale. L'une des principales réussites de cette stratégie a été la signature avec le Tadjikistan et le Kirghizistan du Traité de Khodjent en mars 2025 pour mettre fin aux disputes frontalières. Cette collaboration nouvelle s'exprime par des initiatives d'investissements et de commerce intrarégional, une posture plus unifiée et affirmée sur la scène internationale (Drost, Cretti et van

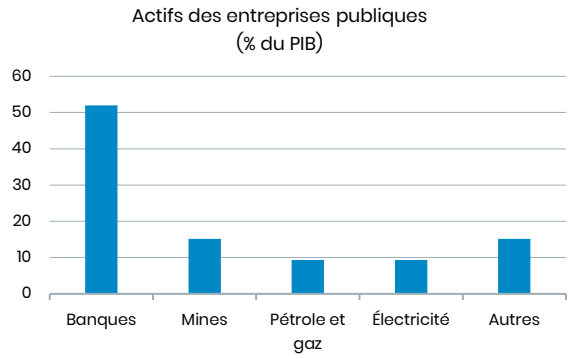
[5] Cet équilibre est mis à mal depuis la deuxième invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. L'Ouzbékistan a officiellement adopté une posture neutre, en ligne avec les autres pays d'Asie centrale.

Giersbergen 2025). Elle a permis de diminuer le risque de conflit régional et ouvre de nouvelles possibilités d'intégration économique et d'échanges mutuellement avantageux (commerce intrarégional). Elle est également critique dans la mesure où certains des défis majeurs auxquels sont confrontés les pays d'Asie centrale sont de nature régionale, notamment dans les domaines de l'eau, de l'énergie et du changement climatique (*cf.* section « Bâtir les fondements d'une société soutenable »).

Redéfinir le rôle de l'État dans l'économie

Héritage du soviétisme, puis de la stratégie de capitalisme d'État de Karimov, l'Ouzbékistan s'est doté d'un vaste portefeuille d'entreprises publiques : plus de 2 000 entités dont les actifs représentent plus de 100 % du PIB (**graphique 6**). Elles opèrent dans de nombreux secteurs – industrie, services essentiels, transports, finance – et bénéficient d'un fort soutien étatique notamment *via* des subventions, des prêts avantageux et des garanties.

Graphique 6 – Les entreprises publiques ont un poids important dans l'économie

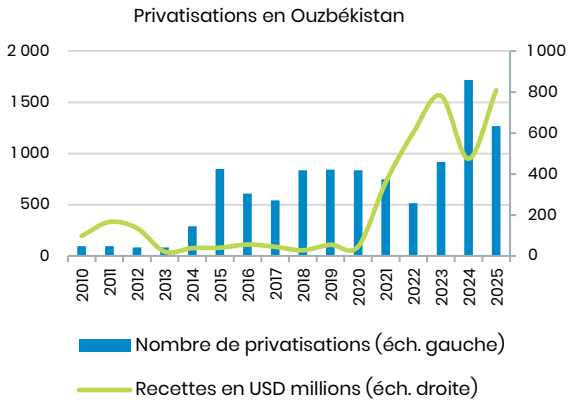


Source : Simone, Ahmedov, Wang et Ould Brahim 2026.

Le président Mirziyoyev a pour objectif de réduire l'intervention de l'État dans l'économie et de réformer le secteur des entreprises publiques. Les reformes horizontales pour stimuler le secteur privé incluent notamment : (i) la libéralisation de l'usage des sols ; (ii) la simplification des procédures administratives ; (iii) la révision de la loi d'investissement ; et (iv) la création d'une Commission de la concurrence et de la protection des consommateurs.

Dans le même temps, le gouvernement a accéléré le programme de privatisations des actifs publics. Bien qu'initié sous Islam Karimov, ce programme a peu progressé pendant des décennies et n'a eu qu'un impact limité sur le tissu productif du pays. Ce n'est qu'au cours de la période post-Covid-19 qu'il a pris de l'ampleur. Ainsi, entre 2021 et 2025, le pays a cédé 5 167 actifs pour une valeur totale de plus de 3 Mds USD (2 % du PIB de 2025), contre 725 millions USD (0,5 % du PIB) sur 2010-2020 (**graphique 7**). L'introduction en bourse du Fonds national d'investissement de la République d'Ouzbékistan (UzNIF) en mai 2026 marque une nouvelle étape avec la vente de 31 % du fonds à 604 M USD (valorisation du fonds à 1,95 Md USD). L'État a donc cédé des parts dans 13 grandes entreprises publiques qui pourront désormais servir de *benchmark* pour les investisseurs internationaux. Ceci permettrait de mieux valoriser d'autres actifs publics et ainsi faciliter la mise en œuvre du programme de privatisation à l'avenir.

Graphique 7 – Le programme de privatisations accélère



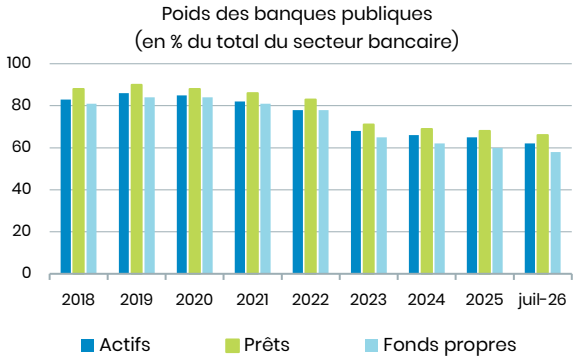
Source : UzStat, calculs de l'auteur.

La stratégie de promotion du secteur privé implique également une libéralisation des prix. Celle-ci s'est d'abord portée sur les produits agricoles avec l'abandon graduel du système de commande étatique pour le coton et le blé, entraînant une hausse de 15 % des revenus agricoles dans ces secteurs (World Bank 2026c). L'État a également lancé une réforme des tarifs de l'électricité et du gaz en 2022, qui ont respectivement augmenté de 119 % et 90 % entre 2022 et 2024. Depuis mai 2026, les prix énergétiques sont indexés sur l'inflation avec une hausse plafonnée à 10 % par an. Cependant, ils restent, pour l'heure, inférieurs aux prix du marché et au seuil de rentabilité pour certaines entreprises du secteur.

Ces efforts se portent également sur le secteur bancaire, historiquement dominé par les banques publiques qui entreprennent un mix d'activités purement commerciales et des programmes de prêts dirigés à taux préférentiels à destination des secteurs prioritaires. Depuis 2017, l'État a privatisé UzAgroExportBank (2022), suivi d'Ipoteka Bank (2023) et de Poytakht Bank (2024). Le poids des banques publiques dans le secteur a donc baissé, passant de 83 % des actifs en 2018 à 62 % en juillet 2026 (**graphique 8**). Une part de SQB (3e banque du pays) a été cédée lors de l'introduction en bourse d'UzNIF et les privatisations de Asakabank, Aloqabank et Turonbank sont également envisagées.

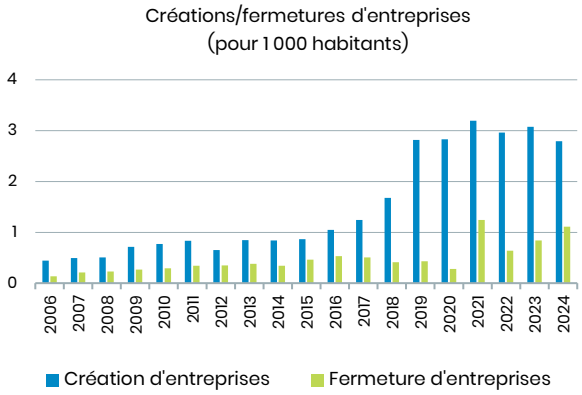
Les mesures pour dynamiser le secteur privé portent leurs fruits dans une certaine mesure. Les créations d'entreprises sont passées de 0,8 pour 1 000 habitants en moyenne sur 2011-2015 à 3 ‰ sur 2020-2024 (**graphique 9**). Par ailleurs, la part de l'industrie manufacturière augmente et atteint 21,2 % de la VA en 2024, faisant de l'Ouzbékistan l'une des anciennes républiques soviétiques les plus industrialisées (**graphique 10**).

Graphique 8 – Le poids des banques publiques baisse



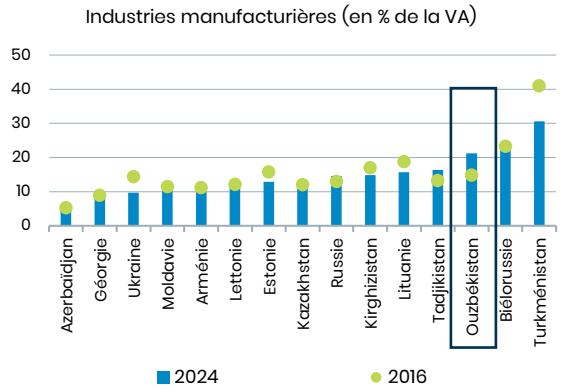
Source : CBU.

Graphique 9 – Le secteur privé est devenu plus dynamique



Source : Banque mondiale.

Graphique 10 – L'Ouzbékistan est devenu l'un des pays les plus industrialisés de l'ex-URSS



Source : Banque mondiale.

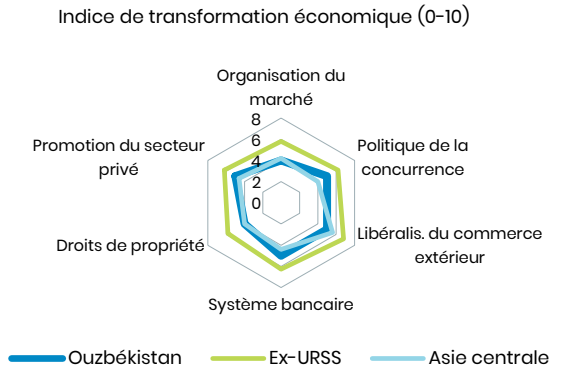
Représentant désormais 47 % de la VA (dont 12,5 % pour le commerce, restauration, hôtellerie ; 8,1 % pour les transports et télécoms ; 26,8 % pour les autres services dont sociaux), le secteur tertiaire est devenu un pilier essentiel de l'économie et connaît des gains de productivité relativement élevés. De même, le crédit au secteur privé progresse, passant de 9 % du PIB en 2015 à 31 % du PIB en 2025, de même que l'inclusion financière : 60 % des personnes âgées de 15 ans et + détiennent un compte bancaire ou un moyen de paiement mobile.

Cela étant, l'intervention de l'État reste dominante dans plusieurs secteurs clés et le chemin vers l'économie de marché est long. Selon l'indice de transformation économique BTI[6], l'Ouzbékistan se situe dans la moyenne de l'Asie centrale, mais bien en dessous de celle des ex-pays soviétiques pour les composantes liées à la libéralisation de l'économie (**graphique 11**). De nombreuses entreprises publiques pâtissent encore d'une gouvernance, d'une efficience opérationnelle, et/ou d'une assise financière fragiles. Dans ce sens, les efforts en cours pour améliorer la gestion et moderniser les opérations des entreprises publiques, notamment menés par UzAssets[7], sont positives.

Préserver les fondamentaux macroéconomiques

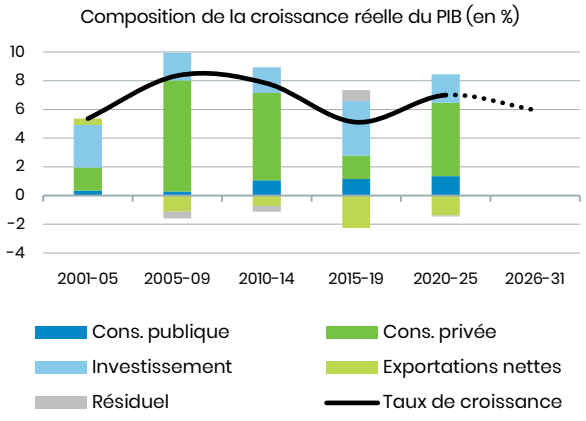
L'Ouzbékistan bénéficie aujourd'hui d'une croissance économique dynamique et globalement équilibrée. Après avoir ralenti à 5,1 % en moyenne entre 2015 et 2019, la croissance du PIB réel a accéléré pour atteindre 7 % depuis 2020, dont 7,7 % en 2025 malgré les vents contraires à l'échelle mondiale (**graphique 12**). Ceci place le pays au 11e rang mondial des économies les plus dynamiques des années 2020. Le FMI projette une croissance autour de 6 % à court et moyen termes. Avec une telle dynamique, l'objectif des autorités d'intégrer la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) d'ici 2030 paraît atteignable.

Graphique 11 – Un retard vis-à-vis des pays de l'ex-URSS sur la transition vers une économie de marché



Source : Bertelsmann Stiftung, calculs de l'auteur.

Graphique 12 – L'Ouzbékistan bénéficie d'une croissance dynamique



Source : Banque mondiale, FMI, calculs de l'auteur.

[6] L'indice de transformation de la Fondation Bertelsmann analyse et évalue la transition des pays en développement vers la démocratie et l'économie de marché.

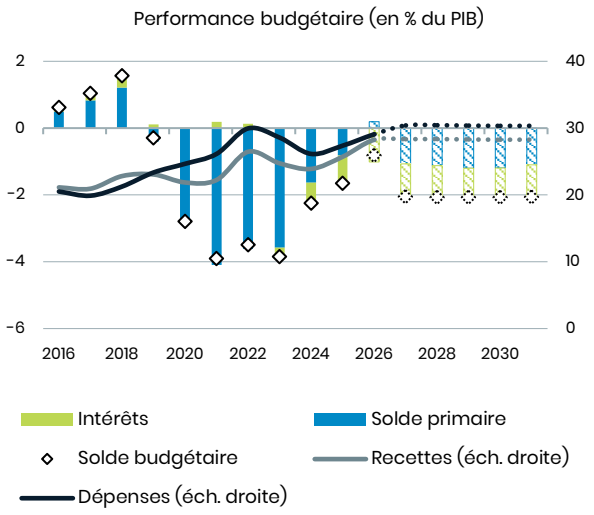
[7] UzAssets est un organisme placé sous la tutelle du ministère de l'Économie et des Finances, chargé d'améliorer l'efficacité opérationnelle, la transparence et les pratiques de gouvernance des plus grandes entreprises publiques d'Ouzbékistan.

La croissance est principalement portée par la consommation privée qui représente en moyenne 67 % du PIB et contribue à hauteur de 54 % à la croissance du PIB réel en moyenne sur 2020-2024. Elle est soutenue par une dynamique démographique favorable (la population en âge de travailler devrait augmenter de 300 000 personnes par an d'ici 2030), la hausse des salaires réels (+8 % en moyenne sur les cinq dernières années) et les remises des migrants (+4,5 points de PIB sur cinq ans pour atteindre 16,3 % du PIB en 2024). En outre, l'investissement joue un rôle croissant dans l'économie, son poids étant passé de 24 % du PIB en 2016 à 33 % en 2025, bénéficiant des flux entrants d'IDE et d'une expansion rapide du crédit bancaire.

Pour accompagner le processus de transformation, et à la suite de près d'une décennie d'excédents budgétaires, la présidence mise actuellement sur une stratégie budgétaire plus expansionniste. Les investissements publics ont augmenté et, depuis 2020, les autorités ont répondu aux chocs successifs avec des programmes de soutien à l'économie. Ainsi, les dépenses publiques ont augmenté, passant de 21 % du PIB en 2016 au pic historique de 30 % du PIB en 2022. Le solde public est passé d'un excédent de 1,8 % du PIB en moyenne sur 2011-2016 à un déficit de -3,5 % du PIB en moyenne sur 2020-2023 (**graphique 13**).

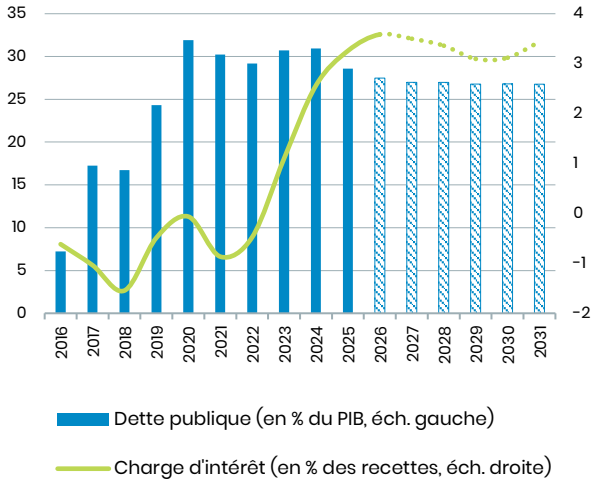
Malgré le dynamisme économique, la dette publique a considérablement augmenté sur la décennie passée (de 7 % du PIB en 2016 à 29 % du PIB en 2025), du fait, en partie, de la dépréciation du soum (au total -77 % sur la même période) qui a contribué à une hausse de la dette en devise (**graphique 14**). La hausse reflète également les déficits primaires récurrents à partir de 2019. À la dette publique consolidée, s'ajoutent des passifs hors bilan dont : (i) les engagements contractuels liés aux partenariats public privé (estimés à 27 % du PIB en 2024) ; et (ii) la dette des entreprises publiques bénéficiant de garanties implicites de l'État.

Graphique 13 – La position budgétaire est devenue plus expansionniste



Source : FMI, calculs de l'auteur.

Graphique 14 – Le fardeau de la dette s'est alourdi



Source : FMI, calculs de l'auteur.

Les autorités ont renforcé la gouvernance financière ces dernières années. Le dernier rapport PEFA dresse un bilan relativement favorable du cadre de gestion des finances publiques, indiquant que le pays a réalisé d'importants progrès dans le cadre légal, la transparence budgétaire et l'adoption d'un cadre de politique budgétaire axé sur les résultats (World Bank 2024b). Depuis 2023, le pays s'est fixé un

plafond de dette publique à 60 % du PIB et s'impose des mesures correctives dès que le seuil de 50 % du PIB est franchi. En même temps, le ministère de l'Économie et des Finances a commencé à publier des rapports sur les risques budgétaires, la stratégie budgétaire pluriannuelle et la gestion de la dette publique. Les autorités renforcent également les mécanismes de contrôle des risques contingents pour l'endettement, avec des plafonds pour les nouveaux partenariats public privé, ainsi que sur les financements externes du secteur public élargi. De même, les plus grandes entreprises publiques ont fait l'objet d'une analyse financière dont les résultats font partie du rapport annuel sur les risques budgétaires.

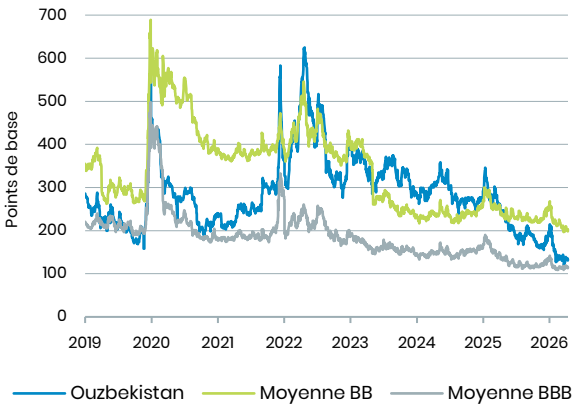
La stratégie budgétaire met l'accent sur la soutenabilité des finances publiques et, en ligne avec stratégie *Uzbekistan 2030*, vise à maintenir le déficit en dessous de 3 % du PIB. Depuis 2023, les autorités mettent en œuvre un programme d'assainissement qui repose en partie sur le retrait des mesures exceptionnelles de soutien à l'économie de 2020-2022. Par ailleurs, la baisse des subventions énergétiques (hausse des tarifs de l'électricité, compensées par des aides sociales plus ciblées) a permis de réduire les dépenses courantes. Le gouvernement a également cherché à maîtriser la hausse des dépenses – dont les dépenses sociales, les activités de prêts préférentiels et l'investissement public – dont le poids dans le PIB est passé de 29 % en 2023 à 27 % en 2025. Au niveau des recettes, la bonne performance du secteur de l'or a soutenu les recettes fiscales (impôts sur les sociétés minières, taxe minière) et surtout, les recettes non fiscales (dividendes). À cela s'ajoutent des mesures de modernisation de l'administration fiscale et de lutte contre l'évasion. Ces efforts ont permis de ramener le déficit public de -3,8 % du PIB en 2023 à -1,7 % du PIB en 2025. Selon les dernières projections du FMI, le déficit devrait baisser temporairement à 0,8 % du PIB en 2026, notamment grâce à un excédent des recettes aurifères par rapport aux hypothèses budgétaires, avant de se stabiliser à 2 % du PIB sur 2027-2031. La crise énergétique liée au conflit au Moyen-Orient pourrait amener les autorités à déployer de nouveau des mesures de soutien à l'économie, mais elles prioriseront vraisemblablement des interventions ciblées pour les ménages vulnérables.

La soutenabilité de la dette reste pour autant solide. En baisse depuis 2021, le taux d'endettement public est modéré (29 % du PIB). Il devrait atteindre 27 % du PIB en 2031, à condition que le taux de change ne connaisse pas de dépréciation importante. La charge d'intérêts, autour de 3 % des recettes, est également maîtrisée. Le pays dispose donc de marges de manœuvre par rapport à sa limite interne (60 % du PIB) pour faire face à d'éventuels futurs chocs. La structure de la dette publique est relativement favorable : 85 % est externe (88 % en devise), mais elle est largement détenue par des créanciers multilatéraux et bilatéraux (85,3 %). Les risques de refinancement sont limités par une maturité moyenne de 7,9 ans et une dette à court terme de seulement 6 %. L'exposition au risque de taux n'est cependant pas négligeable, avec 40 % de la dette à taux variable.

Le pays a progressivement diversifié ses sources de financement. Il a émis son premier *eurobond* en 2019 (500 M USD à 5 ans et 4,75 % ; 500 M USD à 10 ans et 5,375 %), une première obligation verte en 2021 et un premier *eurobond* en devise locale en avril 2026 à un taux historiquement bas (1 Md USD à 3 ans et 12,25 %). Par ailleurs, les bailleurs ont renforcé leur soutien au vu de l'élan réformateur et de la politique d'ouverture diplomatique du pays. De surcroît, l'État cherche à mobiliser de façon croissante les marchés domestiques. En 2025, 121 enchères ont permis de placer des obligations du Trésor d'un montant de 30 Mds UZS (2,4 M USD), un volume modeste

mais en hausse par rapport aux 22 enchères et 3,4 Mds UZS (270 000 USD) de 2020. Les perceptions du risque souverain ouzbek s'améliorent, son *spread* en USD atteignant 130 pb début juillet 2026, un point historiquement bas, proche de la moyenne des pays notés BBB (**graphique 15**). Cette diversification des sources de financement offre plus de flexibilité au gouvernement ouzbek, mais engendre aussi des risques : les financements sur les marchés étant plus coûteux que ceux des créanciers officiels. Un durcissement des conditions financières à l'échelle mondiale n'est pas à exclure dans un contexte inflationniste et de montée des tensions géopolitiques.

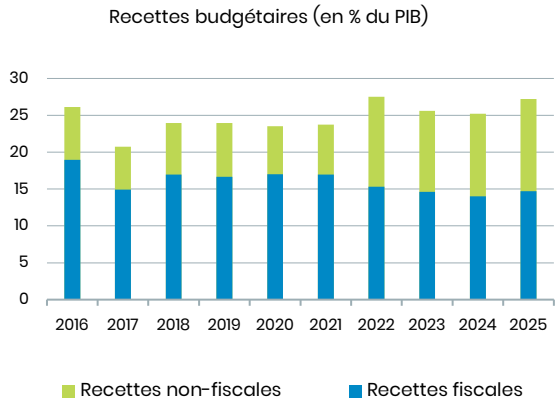
Graphique 15 – Le *spread* souverain ouzbek atteint des points bas historiques



Source : JP Morgan.

L'érosion tendancielle des recettes fiscales interpelle. Les recettes budgétaires de l'Ouzbékistan sont remontées, d'un point bas à 21 % du PIB en 2017, pour atteindre 26 % du PIB en 2025. Si la hausse observée sur la décennie passée est, à première vue, un élément de confort, elle masque un changement dans la structure. Les recettes fiscales déclinent depuis plus d'une décennie, passant de 19 % du PIB en 2016 à 15 % du PIB en 2025, dont 2 points PIB perdus depuis 2020 (**graphique 16**). Cette baisse a été compensée par des recettes non fiscales, notamment issues des privatisations d'actifs publics et des revenus liés à l'exploitation aurifère. Ces ressources étant moins fiables et pérennes que les recettes fiscales, cela constitue un risque budgétaire tangible, notamment en cas de baisse du cours de l'or. Pour relever les recettes fiscales, plusieurs options sont envisageables, telles que la conduite régulière d'audits pour lutter contre l'évasion fiscale, l'introduction d'un barème progressif d'imposition des revenus (un taux unique est appliqué actuellement) ou la suppression de certaines niches fiscales. À ce jour, le gouvernement n'a pas formalisé de stratégie pluriannuelle de mobilisation des recettes qui pourrait pourtant servir de base pour inverser cette tendance.

Graphique 16 – L'érosion des recettes fiscales interpelle

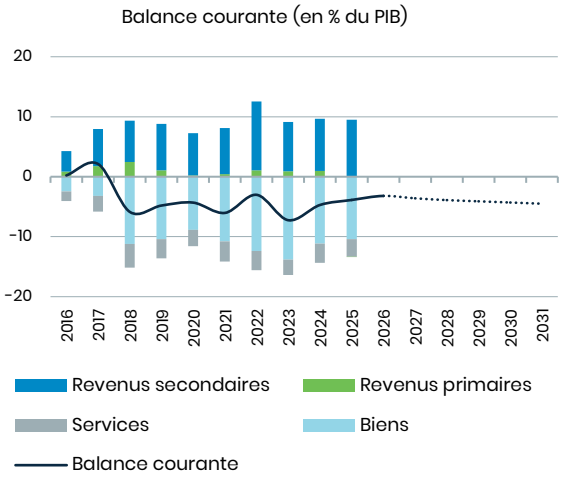


Source : FMI, calculs de l'auteur.

La stratégie d'ouverture économique du pays et la hausse de la demande interne ont affecté les comptes externes. Historiquement excédentaire (environ +3 % du PIB en moyenne entre 2008 et 2017), la balance courante est entrée en déficit à partir de 2018 (-5 % du PIB en moyenne entre 2018 et 2025). Cela tient, en partie, au creusement du déficit des biens (11 % du PIB entre 2018 et 2025) dû à une hausse des importations du fait d'une demande interne vigoureuse (**graphique 17**). Cette hausse est principalement portée par les biens d'équipement, dont les importations ont triplé depuis 2017 en lien avec les investissements

réalisés dans le pays. Les remises migratoires nourrissent la demande interne et donc les importations, mais contribuent également à la balance courante à hauteur de 9 % du PIB en moyenne sur les cinq dernières années. Le fort poids des exportations d'or (31 % du total) soutenant historiquement la balance courante en période de forte incertitude, représente une sécurité à l'heure où la crise au Moyen-Orient induit une hausse du prix des importations. Le FMI projette un déficit courant modéré de -3,2 % du PIB en 2026, porté par les exportations d'or, puis autour de -4 % du PIB en moyenne à moyen terme.

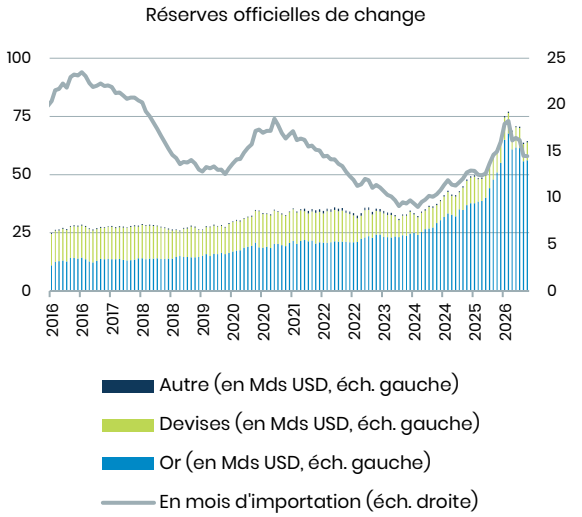
Graphique 17 – La balance courante est déficitaire



Source : CBU, FMI, calculs de l'auteur.

Cela étant, les investissements entrants permettent de couvrir le déficit courant. Les IDE enregistrés dans la balance des paiements sont passés en moyenne de 1,4 % du PIB sur 2013-2017 à 2,6 % du PIB sur 2021-2025. Les investissements de portefeuille (achats d'actions ou d'instruments de dette) et les financements concessionnels complètent ces flux à hauteur de 1,8 % du PIB. En moyenne, ces flux de capitaux couvrent le déficit courant dans sa globalité, ce qui permet de préserver les réserves de change. Celles-ci ont atteint 64 Mds USD en juillet 2026 (composées d'or à 87 %, de devises à 12 %, et de droits de tirage spéciaux à 1 %) et couvrent plus de 14 mois d'importations, offrant une marge de manœuvre confortable (**graphique 18**). L'ouverture croissante de l'économie et les efforts des autorités pour inciter les investissements dans le pays devraient soutenir les flux financiers internationaux dans les prochaines années.

Graphique 18 – Les liquidités externes sont confortables



Source : CBU, FMI, calculs de l'auteur.

Malgré la hausse du crédit, les ratios bilanciels du secteur bancaire ouzbèke sont en apparence sains, avec toutefois des poches de vulnérabilité. Les indicateurs officiels et agrégés de stabilité financière s'améliorent depuis plusieurs années (**tableau 3**) et témoignent au T2 2026 d'une capitalisation solide (ratio de solvabilité à 18,5 %, au-dessus du minimum réglementaire de 13 %), d'amples liquidités (*liquidity coverage ratio* de 243 %) et d'une bonne rentabilité (*return on assets* de 2,6 %, *return on equity* de 16 %). Avec un taux de prêts non performants (PNP) de 3,5 %, la qualité des actifs paraît satisfaisante. Cependant, les PNP seraient sous-estimés du fait de lacunes dans les normes comptables nationales. Le ratio de PNP serait deux fois plus élevé s'ils étaient comptabilisés selon les normes comptables internationales (IFRS)

(IMF et Monetary and Capital Markets Department 2025). De surcroît, le taux de provisionnement est bas (44 %). Officiellement, les PNP nets de provisions représentent 7,7 % des fonds propres, mais ce ratio pourrait dépasser les 10 % à l'aune des standards internationaux, un point de vigilance. À noter que la performance des banques privés et internationales, plus rentables et mieux capitalisées, diffère de celle des banques publiques, dont les activités sont par nature plus risquées et moins bien rémunérées.

Les autorités tentent de combler les lacunes de la réglementation financière : un département de stabilité financière a été créé au sein de la CBU en 2021, une stratégie macroprudentielle a été établie en 2023 et le lancement d'un conseil de stabilité financière est prévu à court-moyen terme. En parallèle, la règlementation bancaire adopte une approche par les risques, avec une montée en puissance des équipes de surveillance et d'analyse des profils des banques. Face à l'expansion rapide des microcrédits (+84 % en g. a. en mars 2025), les autorités ont introduit des limites de concentration et de *debt service-to-income* et ont réduit les plafonds de *loan-to-value*. La volonté des autorités à progresser sur ce front s'illustre au travers de leur engagement vis-à-vis des institutions internationales. À ce titre, le FMI a réalisé une mission d'analyse de la stabilité financière en 2025, soulignant que les efforts doivent se poursuivre, notamment dans l'adoption de mesures prudentielles (ex. : coussins de sécurité sur les fonds propres, mesures axées sur les emprunteurs), dans l'indépendance de la CBU et dans les mécanismes de contrôle (IMF et Monetary and Capital Markets Department 2025).

Tableau 3 – Les ratios de stabilité financière sont globalement sains

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Juin 2026
Ratio de solvabilité (% des actifs pondérés)	18,4	17,5	17,8	17,5	17,4	18,3	18,5
Dépôts (% des prêts)	35,5	42,2	47,8	46,9	53,5	56,9	-
Liquidity coverage ratio (%)	224,5	189,6	211,6	164,8	193,8	207,5	242,8
Taux de PNP (% des prêts)	2,1	5,1	3,5	3,5	3,9	2,9	3,5
Taux de provisionnement (%)	63,7	45,9	46,6	36,7	45,4	52,6	44,0
PNP nets de provisions (% des fonds propres)	3,6	13,1	9,0	9,9	9,3	5,7	7,7
Rentabilité des actifs (%)	2,2	1,3	2,5	2,6	1,4	2,2	2,6
Rentabilité des capitaux propres (%)	10,3	6,1	13,3	14,2	6,6	12,4	15,5

Source : CBU, FMI.

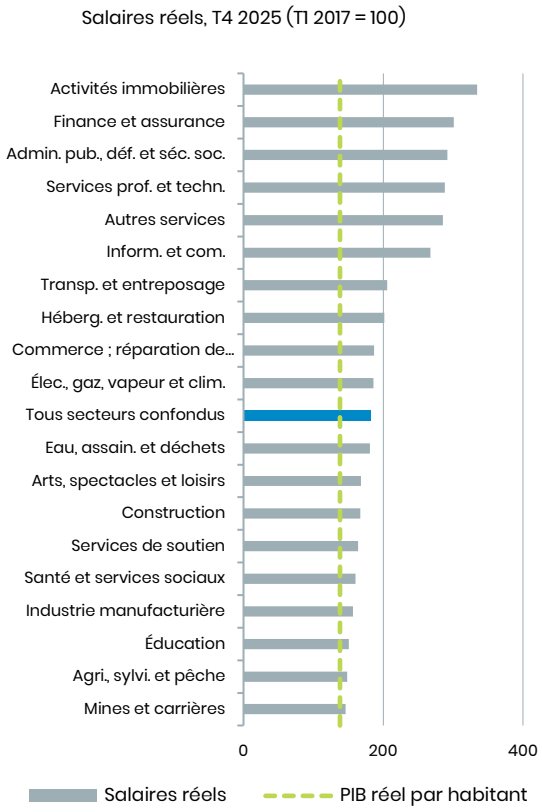
3. Consolider la prospérité en terrain mouvant

Si le président Mirziyoyev a su tirer profit des fondamentaux macroéconomiques hérités de l'ère Karimov, sa stratégie économique et diplomatique est en rupture avec celle de son prédécesseur. Dans une certaine mesure, cette stratégie a réussi à dynamiser le secteur privé, à accélérer le processus de transformation structurelle et à maintenir un bon dynamisme économique, sans éroder la résilience macroéconomique du pays. Pour consolider les bases d'une prospérité à long terme, l'Ouzbékistan devra s'assurer que la population bénéficie pleinement des retombées économiques et œuvrer en faveur d'un modèle de société durable face à la raréfaction des ressources et un monde de plus en plus volatile et fragmenté.

Transformer la performance économique en développement humain

La création d'emploi et l'amélioration des conditions salariales constituent des vecteurs essentiels de prospérité. Depuis le T1 2017, les salaires réels moyens ont augmenté de 83 %, un rythme de progression bien supérieur à celui du PIB réel par habitant, qui lui a augmenté de 41 % en devise locale sur la même période (**graphique 19**). Cette progression s'observe dans tous les secteurs, mais avec des disparités importantes : certains services (ex. : immobilier, finance, services professionnels, information et communication) ont vu les salaires réels quasiment tripler, contrastant avec les ceux dans l'industrie manufacturière, le secteur extractif, l'agriculture et certains services publics essentiels (ex. : santé, éducation) dont la progression est en ligne avec celle de la richesse par habitant. Ces améliorations se traduisent par un ralentissement marqué de l'émigration : environ 320 000 personnes en net auraient quitté le pays depuis l'arrivée au pouvoir du président Mirziyoyev, contre près de deux millions entre 2007 et 2016.

Graphique 19 – Les salaires évoluent, particulièrement dans le secteur des services

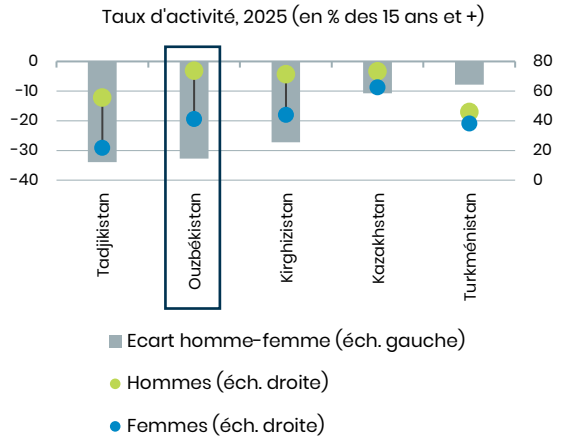


Source : CBU, FMI, calculs de l'auteur.

Cependant, le marché du travail est encore traversé par de réelles difficultés. L'informalité reste importante, estimée à deux travailleurs sur cinq (CBU, CERR et UNDP 2025) et des écarts importants d'accès aux emplois décents existent selon le niveau d'éducation, la classe sociale ou encore le genre. La participation des femmes au marché du travail est faible, avec un taux d'activité des femmes de 41 %, représentant l'écart le plus important avec celui des hommes (74 %) en Asie centrale après le Tadjikistan (**graphique 20**). Les difficultés d'accès à l'emploi des femmes s'expliquent

surtout par le profond déséquilibre de l'économie des soins. Pour 85 % des femmes « inactives », la prise en charge des proches et les responsabilités familiales constituent le principal frein à leur insertion sur le marché de l'emploi (World Bank 2026a)[8].

Graphique 20 – Les femmes participent peu au marché du travail



Source : Banque mondiale, calculs de l'auteur.

Par ailleurs, la politique de libéralisation du gouvernement peut revêtir des coûts sociaux importants. Si la libéralisation des prix profite à la rentabilité des entreprises et aux investissements, elle peut aussi peser sur le pouvoir d'achat des ménages vulnérables. Les sensibilités autour de la hausse des tarifs énergétiques illustrent notamment cette tension entre la volonté de remédier aux problèmes économiques structurels et protéger les ménages les plus démunis. De même, les privatisations et restructurations d'entreprises publiques peuvent menacer les emplois du secteur public élargi.

Ainsi, renforcer les mécanismes de compensation et les systèmes sociaux paraît essentiel pour consolider la trajectoire de développement. Avec une économie en pleine expansion, caractérisée par une hausse généralisée des revenus du travail, et une population en âge de travailler estimée à plus de 60 %, le moment est opportun pour le faire :

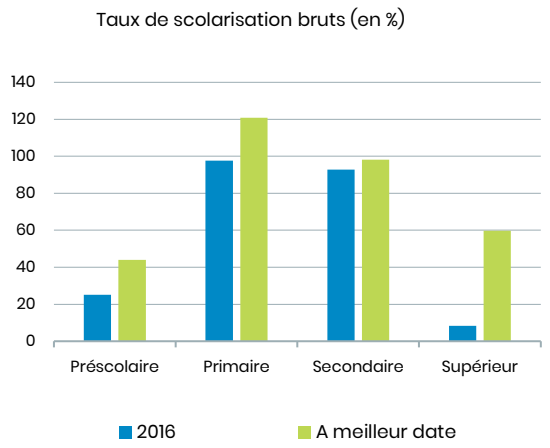
- **Assurance sociale et solidarité :** La stratégie nationale pour la protection sociale adoptée en 2022 vise à développer une assurance sociale (maternité, handicap, chômage), élargir sa couverture (notamment aux travailleurs informels) et encourager la formalisation de l'économie. Le gouvernement entend ainsi développer un système de protection sociale centralisé avec des aides ciblées pour les ménages démunis. Une nouvelle agence nationale pour la protection sociale a été créée en 2023, regroupant divers programmes sociaux grâce au registre social unique. Le nombre de ménages couverts par des allocations familiales sous condition de ressources a plus que triplé, passant de 0,4 million de familles en 2017 à 2,2 millions en 2023, soit environ 26 % des ménages (World Bank 2024c). Cependant, le ciblage des aides reste très imparfait.

- **Éducation :** Les autorités ont initié une refonte du système éducatif pour le rendre plus inclusif et performant : extension progressive du cycle scolaire à 12 ans (contre 11 actuellement), valorisation de la profession d'enseignant et développement de nouveaux écosystèmes pour l'éducation préscolaire et l'enseignement supérieur. Ces efforts se traduisent par une hausse marquée des taux scolarisation sur l'ensemble des cycles d'enseignement (**graphique 21**). De même, les résultats des élèves s'améliorent ; la part des élèves n'ayant pas les compétences minimales en

[8] Une personne est considérée comme inactive au sens du Bureau international du travail si elle n'est ni en emploi, ni au chômage.

sciences a fortement baissé, de 81 % dans l'évaluation PISA 2022 à 35 % en 2025 (contre 26 % en moyenne dans les pays de l'OCDE), soit la plus forte amélioration de tous les pays de l'échantillon (**graphique 22**).

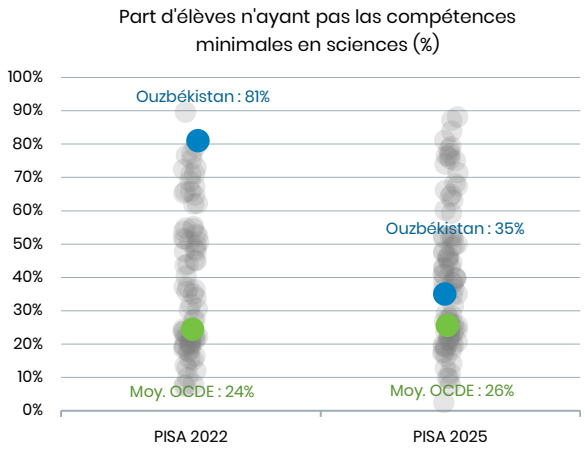
Graphique 21 – Les taux de scolarisation ont considérablement augmenté



Source : Banque mondiale.

Note sur le graphique 21 : Les données pour le préscolaire s'arrêtent en 2021 et en 2025 pour les autres cycles.

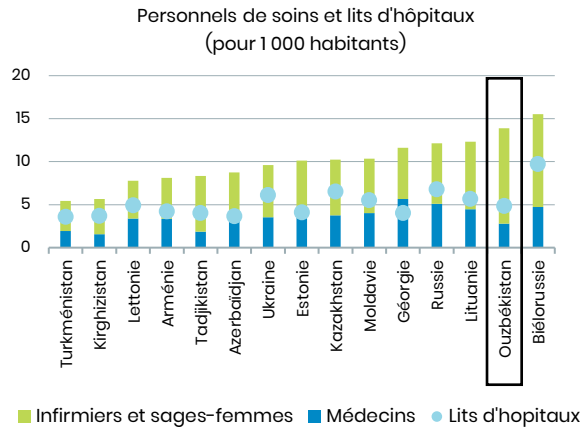
Graphique 22 – L'Ouzbékistan est remonté dans le classement PISA pour les compétences en sciences



Source : OCDE, calculs ECO.

- **Santé :** L'Ouzbékistan cherche à renforcer son système de santé. Le pays est bien doté en personnels de soins, avec une densité de 14 professionnels de santé (médecins, infirmiers et sages-femmes) pour 1 000 habitants, bien au-dessus du seuil minimal de 2,5 recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (**graphique 23**). Cependant la qualité des soins reste insuffisante, le système pâtit d'inefficiences chroniques et l'absence d'une couverture santé entraîne des problèmes majeurs d'accès aux soins. Après un premier pilote dans la province de Syrdarya et des années de préparation, le gouvernement met progressivement en place un système national d'assurance maladie qui devrait couvrir l'ensemble du territoire d'ici fin 2026.

Graphique 23 – Le système de santé est plutôt bien doté en personnels et lits d'hôpitaux

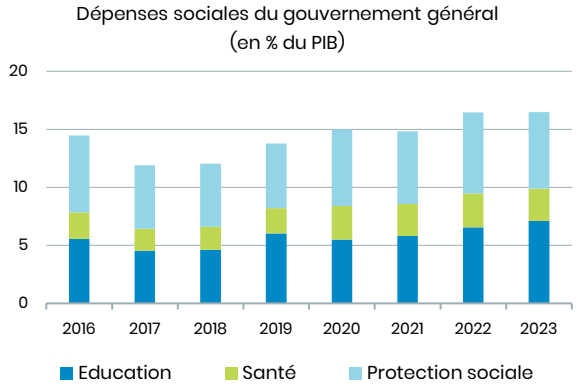


Source : Banque mondiale.

Après avoir chuté en 2017-2018, le poids des ressources allouées à la protection sociale, la santé et l'éducation augmente et atteint 16,5 % du PIB et 66 % des dépenses publiques totales en 2023, l'un des plus hauts taux des pays de l'ex-URSS (**graphique 24**). L'érosion tendancielle des recettes fiscales complique néanmoins le financement des systèmes sociaux. Le FMI a

notamment souligné l'importance de la mobilisation des recettes pour financer les besoins en matière de santé, d'éducation et d'infrastructures d'une population en forte croissance (IMF et Middle East and Central Asia Department 2026). À titre d'exemple, le système de retraites, qui couvre plus de 4 millions de retraités et représente une dépense de plus de 4 % du PIB, est déficitaire et coûte 1 % du PIB en transferts budgétaires.

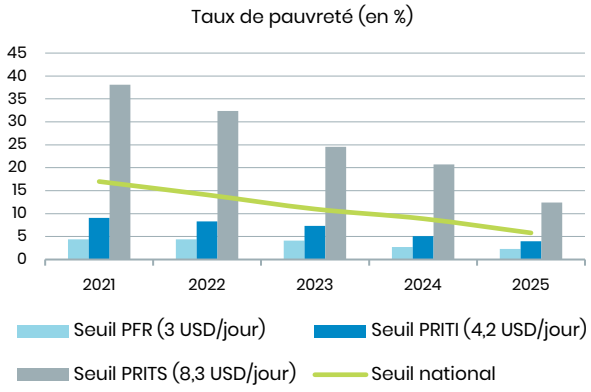
Graphique 24 – Le poids des dépenses sociales augmente



Source : FMI, calculs de l'auteur.

La bonne performance économique, qui tire les salaires vers le haut, a permis des avancées majeures dans la lutte contre la précarité économique. Selon les dernières estimations, le taux de pauvreté au seuil national (16 600 UZS/jour) est passé de 17 % en 2021 à 5,8 % en 2025, sortant 3,7 millions de personnes de la pauvreté. Cette progression, confirmée par les taux de pauvreté aux seuils internationaux (**graphique 25**) est l'une des meilleures performances mondiales depuis 2000 (World Bank 2026a). L'objectif initial d'*Uzbekistan 2030* de diviser par deux le taux de pauvreté d'ici 2030 est donc d'ores et déjà dépassé. En parallèle, l'Ouzbékistan a connu une importante mobilité sociale, caractérisée par l'expansion rapide de la classe moyenne dont la part dans la population a atteint plus de 72 % en 2025, contre 37 % en 2021. Ces avancées se font, pour l'heure, sans augmentation significative des inégalités. Les chiffres officiels du coefficient de Gini (31) sont globalement stables depuis plus de dix ans et se situent en deçà de la moyenne des pays de l'ex-URSS (33).

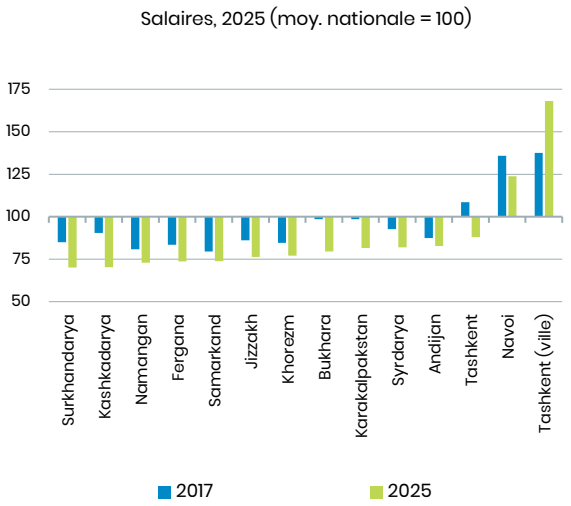
Graphique 25 – La pauvreté décline à un rythme remarquable



Source : Banque mondiale.

Cependant, les inégalités régionales restent prononcées. Le salaire moyen à Tachkent représente 168 % de la moyenne nationale en 2025, contre 138 % en 2017 (**graphique 26**). De même, la création d'emplois qualifiés et l'expansion de la classe moyenne sont concentrées dans les centres urbains, particulièrement à Tachkent. Près de la moitié de la population réside en zones rurales, où les infrastructures restent défaillantes (réseau routier, écoles, établissements de santé, accès à l'eau et à l'électricité) (World Bank 2026b).

Graphique 26 – Les disparités régionales de revenu s'accroissent



Source : National Statistics Committee, calculs de l'auteur.

Enfin, la réussite de la transition économique repose également sur la qualité et la transparence des institutions. Dans plusieurs États post-soviétiques aux institutions fragiles, les libéralisations ont conduit à la captation des rentes, à la concentration du pouvoir par une élite et à l'échec des réformes (Mihalyi et Szelényi 2017 ; Hoff et Stiglitz 2004). Les efforts de dynamisation du secteur privé doivent donc être accompagnés d'efforts institutionnels et de lutte contre la corruption. Après des améliorations tangibles au début du premier mandat de Shavkat Mirziyoyev, les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale stagnent et accusent encore des retards par rapport aux pairs, notamment en ce qui concerne la corruption, la voix citoyenne et l'État de droit (**tableau 4**). Malgré les réformes administratives, l'appareil d'État reste confronté à une pénurie de personnel qualifié, une corruption et un népotisme chronique (Bertelsmann Stiftung 2026).

Tableau 4 – Les indicateurs de gouvernance se sont améliorés depuis 2016, mais d'importantes lacunes demeurent

	Corruption	Stabilité politique	Voix citoyenne	Efficacité gouvernementale	État de droit	Qualité réglementaire
Ouzbékistan 2016	23,0	62,3	29,2	39,7	39,0	32,8
Ouzbékistan 2024	32,6	65,4	38,6	48,5	45,7	46,6
Ex-URSS	42,9	63,5	48,5	50,8	52,0	53,4
PRITI	35,3	58,5	45,3	40,7	46,3	45,4
PRITS	42,1	65,8	53,2	49,2	52,4	51,0
Monde	**46,5**	**64,6**	**54,6**	**51,3**	**55,3**	**53,6**

Source : Banque mondiale, calculs de l'auteur.

Note sur le tableau 4 : Les scores sont exprimés sur une échelle allant de 0 (pire score) à 100 (meilleur score).

Bâtir les fondements d'une société soutenable

Le changement climatique menace la prospérité future de l'Ouzbékistan. Le pays est de plus en plus sujet à des épisodes de températures extrêmes (particulièrement dans le nord-ouest et les centres urbains), de variations imprévisibles des précipitations, d'inondations et de glissements de terrain (notamment dans les provinces du sud). Mais le principal risque environnemental tient à la raréfaction de l'eau, devenue un défi majeur. L'Ouzbékistan serait l'un des pays d'Asie centrale les plus exposés à l'insécurité hydrique, avec le Turkménistan (**tableau 5**). La production agricole, qui représente 90 % de la consommation en eau, dépend quasi intégralement (à 95 %) du plus grand réseau d'irrigation et de drainage d'Asie centrale. Depuis l'époque soviétique, l'utilisation des ressources en eau est inadaptée. Les vastes infrastructures hydrauliques et un système agricole tourné vers l'exploitation productiviste du coton ont prélevé des quantités exorbitantes d'eau (Scissa 2025). Ceci a entraîné l'assèchement de la mer d'Aral qui a perdu plus de 90 % de son volume depuis 1960, l'un des pires désastres écologiques d'origine humaine.

Tableau 5 – Aperçu de la situation hydrique en Asie centrale

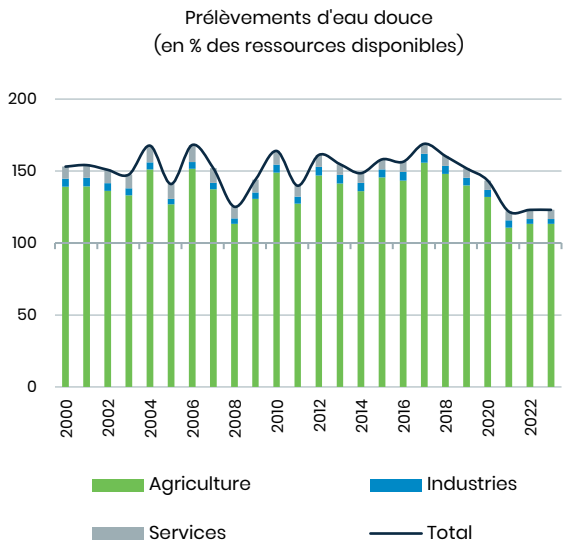


	Ressources internes en eau renouvelable (m³/habitant)	Ressources totales en eau renouvelable (m³/habitant)	Ratio de dépendance externe (% des ress. totales)	Indice de stress hydrique (0-5)
Kazakhstan	3 165	5 332	40,6	2,5
Kirghizistan	6 917	3 339	1,1	3,3
Ouzbékistan	458	1 371	80,1	3,6
Tadjikistan	6 108	2 109	17,3	2,3
Turkménistan	191	3 363	97,0	3,7
Asie centrale	**2 996**	**2 848**	**44**	**3**

Source : cartographie élaborée par l'auteur avec des données Natural Earth et HydroSHEDS ; FAO, World Resources Institute, calculs de l'auteur.

Les autorités ouzbèkes sont conscientes du risque économique, social et géopolitique induit par la raréfaction de l'eau. La dernière Contribution déterminée au niveau national (CDN 3.0) identifie le secteur de l'eau comme prioritaire et cherche à améliorer l'efficacité des usages. Parmi les initiatives figure la modernisation des systèmes d'irrigation et de distribution. De même, l'allègement progressif du système administré pour l'utilisation des terres et la production agricole pourrait faciliter la diversification vers des cultures moins gourmandes en eau. Un nouveau Code de l'eau adopté en 2025 définit l'eau comme un bien public et la place sous la protection de l'État, une avancée majeure dans le cadre institutionnel. Ces efforts, ont permis de réduire le taux de prélèvement d'eau douce de 169 % en 2017 à 123 % en 2023 (**graphique 27**).

Graphique 27 – Les prélèvements d'eau baissent, mais restent au-dessus du seuil de soutenabilité



Source : UNDESA.

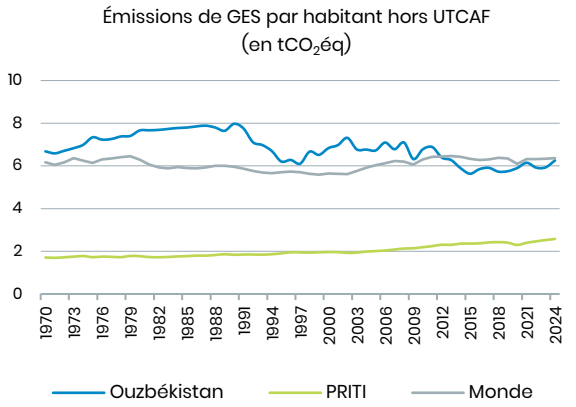
La question de l'eau est un enjeu critique à l'échelle régionale. Les deux principaux fleuves, l'Amou-Daria et le Syr-Daria, prennent leur source dans les montagnes du Kirghizistan et du Tadjikistan et traversent les frontières de tous les pays de la région. Avec un taux de dépendance externe de 80 % des eaux renouvelables, l'Ouzbékistan est très dépendant de l'eau provenant des pays en amont des deux fleuves, dont le débit a baissé de 20 % au cours des cinquante dernières années. Par le passé, l'absence d'un cadre consensuel de gouvernance régionale et le manque de coopération entre les pays a mené a des conflits violents et parfois mortels liés à l'eau et au développement d'équipements hydroélectriques[9].

Selon le Banque mondiale, le débit du Syr-Daria et de l'Amou-Daria pourrait décliner de 5 et 15 % respectivement d'ici 2050 du fait du recul des glaciers alors même que la demande régionale augmente. Dans le même temps, certains pays riverains continuent de développer des infrastructures avec peu de coordination régionale. C'est le cas notamment de la construction du canal Qosh Tepa en Afghanistan, canal de dérivation de l'Amou-Daria destiné à irriguer le Nord du pays et qui, à terme, pourrait prélever 12 % à 18 % du débit de l'Amou-Daria. Ce projet génère d'intenses crispations alors que l'Afghanistan n'est pas membre des institutions régionales de l'eau (Ibrahimova 2025). La mise en place d'un cadre robuste de gouvernance de l'eau intégrant tous les États riverains est un prérequis pour éviter des crises futures. Dans cet optique, l'Ouzbékistan impulse une nouvelle dynamique orientée vers plus de dialogue à l'échelle régionale, y compris avec l'Afghanistan.

[9] Le projet du barrage de Rogoun a généré des tensions avec le Tadjikistan ; celui de Kambar-Ata avec le Kirghizistan et le Kazakhstan (avant qu'un accord tripartite ne soit trouvé au bénéfice de chaque pays) ; le canal de Qosh Tepa, avec l'Afghanistan (*cf. infra*).

La soutenabilité à long terme du modèle ouzbek revêt également une dimension énergétique. Au regard de son niveau de développement, l'émissivité de l'Ouzbékistan est élevée. L'économie émet 6,4 $tCO_2éq$ par habitant, en hausse depuis 2015 et bien au-dessus de la moyenne des PRITI (2,6 $tCO_2éq$, **graphique 28**). Les principales émissions du pays incombent aux secteurs de l'électricité et du chauffage (26 %), de l'agriculture (21 %), des bâtiments (15 %) et des émissions fugitives (14 %). Cette forte émissivité reflète un système énergétique carboné (79 % de gaz naturel, 11 % de pétrole et 8 % de charbon) reposant sur l'exploitation des vastes réserves nationales d'énergies fossiles. Au rythme actuel d'extraction, ces réserves, estimées en 2020 à 800 Mds de m^3 de gaz et 600 M de barils de pétrole, devraient s'épuiser d'ici 16 et 35 ans respectivement. Ainsi, la soutenabilité du modèle ouzbek nécessitera une transition vers un système énergétique bas-carbone, intégrant des EnR.

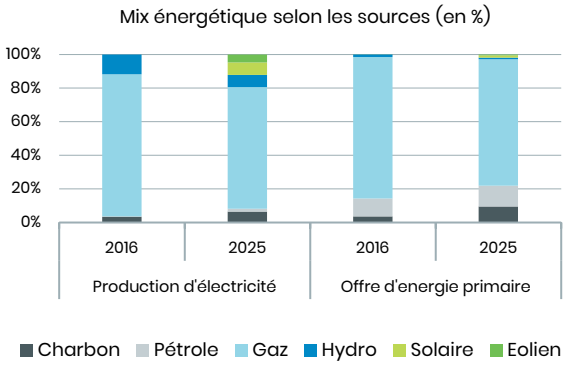
Graphique 28 – L'intensité carbone de l'Ouzbékistan est bien supérieure à la moyenne PRITI



Source : EDGAR.

La stratégie bas-carbone se focalise sur une décarbonation du secteur de l'énergie et une meilleure efficacité énergétique. Plutôt que de cibler une baisse absolue des émissions de GES ou une baisse par rapport à un scénario central, la CDN 3.0 cible l'intensité carbone du PIB comme indicateur principal et s'engage à une baisse de 50 % de l'intensité carbone du PIB d'ici 2035 par rapport au niveau de 2010 (la baisse est estimée à 35-40 % en 2022). Cette cible impliquerait toutefois une hausse absolue des émissions du fait de l'expansion rapide de l'économie qui risque de dépasser la réduction de l'intensité carbone. Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement prévoit notamment une montée en puissance des EnR. La CDN 3.0 cible une capacité installée de 25 000 MW et 54 % de la production d'électricité (contre environ 20 % actuellement) (**graphique 29**).

Graphique 29 – Le mix énergétique reste très dépendant des combustibles fossiles



Source : Our World in Data.

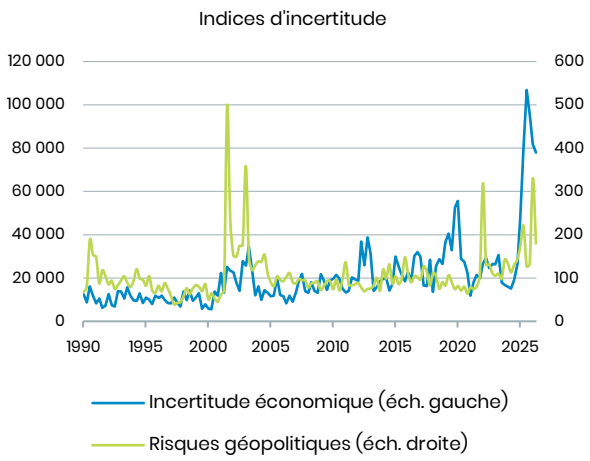
Les autorités ont donc enclenché une refonte profonde du système énergétique, avec pour objectif, d'ouvrir un secteur historiquement protégé et dominé par des monopoles étatiques à plus de concurrence et d'investissements étrangers. Le gouvernement a mis en place des incitations fiscales pour promouvoir les projets d'EnR. Cherchant à développer des centrales nucléaires, il a signé, en mars 2026, une feuille de route avec la Russie. Ces efforts s'illustrent par une hausse des investissements à destination des EnR. La production d'électricité solaire a atteint 622 GWh en 2023 selon les données de l'Agence internationale de l'énergie. Pour autant, les EnR jouent un rôle marginal dans

le mix énergétique (3 %), l'électricité ne représentant que 16 % de l'énergie consommée dans le pays[10]. Les parts du charbon et du pétrole ont respectivement augmenté de 6 et 2 % depuis 2016. Ainsi, le pays n'est qu'au début de sa transition énergétique qui nécessitera des moyens financiers et un effort d'accompagnement importants et soutenus de la part des pouvoirs publics.

Faire face aux chocs externes et à la fragmentation géoéconomique du monde

Si la performance économique de l'Ouzbékistan est robuste, le contexte international est plus incertain et sujet à des chocs. Les années 2020 témoignent d'une multiplication et d'une complexification des crises : pandémie de la Covid-19 en 2020, guerre en Ukraine et crise des matières premières en 2022, guerre commerciale en 2025, guerre en Iran et crise énergétique en 2026. Comme mentionné par le président Mirziyoyev en septembre 2025, l'Ouzbékistan doit naviguer dans un monde où « le rôle des institutions internationales s'affaiblit, les affrontements, les conflits et les guerres s'intensifient, les inégalités technologiques et sociales se creusent, et les crises économiques et humanitaires s'aggravent » (Mirziyoyev 2025, traduction de l'auteur). Les indices mesurant l'incertitude économique et géopolitique atteignent en effet des nouveaux pics (**graphique 30**) et certains voient arriver une nouvelle ère de volatilité macroéconomique (Schnabel 2022 ; Villeroy de Galhau 2024 ; Gourinchas, 2025).

Graphique 30 – L'incertitude s'intensifie à l'échelle internationale



Source : Economic Policy Uncertainty Index ; Caldara et Iacoviello 2022.

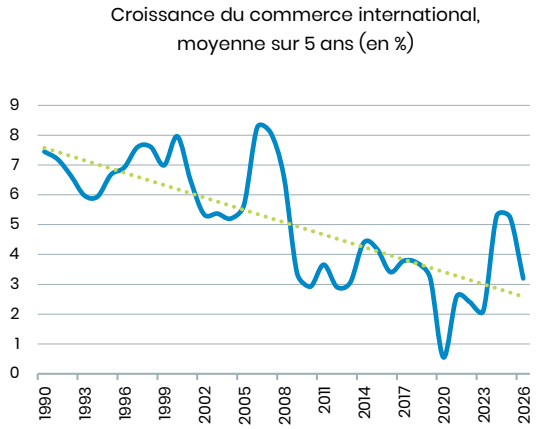
L'Ouzbékistan s'est montré résilient aux chocs externes. La croissance a bien résisté à la crise de la Covid-19 en 2020 (croissance de 1,6 %) et à la guerre en Ukraine en 2022 (6,1 %), surpassant toutes les estimations. De même, le pays semble en bonne position pour faire face aux conséquences de la guerre au Moyen-Orient. Son autonomie énergétique reste bonne et son exposition commerciale directe aux pays du Golfe est limitée : 3,1 % des importations, dont une part négligeable d'importations énergétiques, et 2,1 % des exportations. La persistance de prix administrés, notamment énergétiques, et les contrats à long terme avec les fournisseurs permettent de temporiser les effets de la hausse des cours mondiaux des énergies fossiles. Pour l'heure, le conflit au Moyen-Orient ne se traduit pas par une hausse de l'inflation (6,4 % en juillet 2026).

[10] Notons la différence entre le mix électrique et le mix énergétique. Le mix électrique décrit la façon dont l'électricité est produite. Le mix énergétique est une notion plus large et couvre toutes les sources d'énergies primaires consommées dans le pays.

Néanmoins, l'ouverture commerciale et financière croissante de l'Ouzbékistan implique une plus grande sensibilité aux chocs externes à venir. Par ailleurs, la libéralisation économique, le développement du système bancaire, la hausse passée de la dette publique et privée, ainsi que la transition à un taux de change flexible présentent de nouveaux défis pour le pilotage macroéconomique. Le pays semble davantage exposé aux vicissitudes des cycles économiques qu'auparavant. La poursuite de la stratégie des autorités qui vise à préserver les coussins de sécurité (finances publiques, liquidités externes), à renforcer les cadres de gouvernance financière et à adopter les standards internationaux paraît donc cruciale pour se préparer à de futurs chocs.

En parallèle, le pays est confronté à une économie mondiale plus fragmentée. Le commerce international ralentit tendanciellement et voit se multiplier les mesures restrictives (**graphique 31**). Les piliers du commerce international fondé sur des règles – règlementation contraignante, règlement impartial des différends, principe de non-discrimination – sont fragilisés, et l'OMC est actuellement confrontée à une crise profonde[11]. En Occident et dans les pays en développement, un virage vers plus de protectionnisme et de politiques industrielles s'opère pour lutter contre la délocalisation et renforcer la souveraineté économique. Les intérêts géostratégiques prennent le pas sur les enjeux purement économiques avec des échanges plus polarisés selon les blocs. Ainsi, les bénéfices autrefois espérés d'une intégration avec l'économie mondiale et d'une adhésion à l'OMC risquent de s'amenuiser avec chaque coup porté à l'ordre libéral international. Pour manœuvrer parmi les complexités du système du commerce international, la stratégie hybride des autorités, qui combine multilatéralisme avec des accords bilatéraux et une intégration plus profonde aux économies d'Asie centrale, paraît appropriée.

Graphique 31 – Le commerce international ralentit tendanciellement



Source : FMI, calculs de l'auteur.

Ainsi, les mutations du monde soulèvent de nouvelles questions pour les dirigeants ouzbeks. Comment s'ouvrir sur l'économie mondiale dans un contexte où les intérêts géopolitiques structurent de plus en plus les relations économiques et les principales économies tendent vers plus de protectionnisme ? Quels secteurs et entreprises faut-il maintenir sous l'égide des pouvoirs publics et selon quels critères ? Jusqu'où aller dans la libéralisation sans menacer des industries stratégiques et la paix sociale ? Plusieurs modèles sont possibles, mais la définition d'une stratégie globale, claire et cohérente, serait un atout précieux pour la réussite de la transformation de l'Ouzbékistan.

[11] Cette crise est notamment liée au refus des États-Unis de valider la nomination des juges à l'Organe d'appel de l'OMC depuis décembre 2019. Ceci rend *de facto* la fonction de règlement des différends de l'OMC inopérante. À cela s'ajoute la hausse unilatérale des droits de douane aux États-Unis, en violation des règles de l'OMC (Hopewell 2025).

Bibliographie

Bertelsmann Stiftung. 2026. *BTI 2026 Country Report. Uzbekistan.* Gütersloh : Bertelsmann Stiftung.

Blackmon, Pamela. 2006. "Back to the USSR: Why the past does matter in explaining differences in the economic reform processes of Kazakhstan and Uzbekistan". *Central Asian Survey* 24 (4) : 391-404. https://doi.org/10.1080/02634930500453285.

Caldara, Dario et Matteo Iacoviello. 2022. "Measuring Geopolitical Risk". *American Economic Review* 112 (4) : 1194-1225.

Central Bank of Uzbekistan, Center for Economic Research and Reforms (CERR) et United Nations Development Programme (UNPD). 2025. *Informal Employment in Uzbekistan.* Tashkent : CBU, CERR, UNDP.

Drost, Niels, Guilia Cretti et Babette van Giersbergen. 2025. *Central Asia emerging from the shadows: European Union - Central Asia relations in evolving Eurasian geopolitics.* La Haye : Clingendael Institute.

Fisher-Daly, Matt et Jeff Goldstein (dir.). 2014. *Uzbekistan's Cotton Sector: Financial Flows and Distribution of Resources.* Working Paper. New York : Open Society Foundations.

Galdini, Franco. 2023. "'Backward' industrialisation in resource-rich countries: The car industry in Uzbekistan". *Competition & Change* 27 (3-4) : 615-634. https://doi.org/10.1177/10245294221125850.

Gourinchas, Pierre-Olivier. 2025. "The Global Economy Enters a New Era". *IMF Blog*, 22 avril 2025. https://www.imf.org/en/blogs/articles/2025/04/22/the-global-economy-enters-a-new-era.

Hoff, Karla et Joseph E. Stiglitz. 2004. "After the Big Bang? Obstacles to the Emergence of the Rule of Law in Post-Communist Societies". *American Economic Review* 94 (3) : 753-763.

Hopewell, Kristen. 2025. "Unravelling of the trade legal order: enforcement, defection and the crisis of the WTO dispute settlement system". *International Affairs* 101 (3) : 1103-1117. https://doi.org/10.1093/ia/iiaf055.

Ibragimova, Galiya. 2025. "Afghanistan's Qosh Tepa Canal Could Trigger a Central Asian Water Crisis". *Carnegie Politika*, 3 septembre 2025. https://carnegieendowment.org/russia-eurasia/politika/2025/09/afghanistan-water-supply-central-asia.

International Monetary Funds (IMF) et Middle East and Central Asia Department. 2026. "Republic of Uzbekistan: 2026 Article IV Consultation-Press Release; and Staff Report". *IMF Staff Country Reports* 2026 (152). https://doi.org/10.5089/9798229048927.002.

IMF et Middle East and Central Asia Department. 2018. "Republic of Uzbekistan: 2018 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for the Republic of Uzbekistan". *IMF Staff Country Reports* 2018 (117). https://doi.org/10.5089/9781484354896.002.

IMF et Monetary and Capital Markets Department. 2025. "Republic of Uzbekistan: Financial Sector Assessment Program-Financial System Stability Assessment". *IMF Staff Country Reports* 2025 (145). https://doi.org/10.5089/9798229015103.002.

Lombardozzi, Lorena. 2023. "A historical analysis of state capitalism through structural transformation: the case of Uzbekistan". *Globalizations* Juin : 1-17. https://doi.org/10.1080/14747731.2023.2221094.

Mihalyi, Peter et Iván Szelényi. 2017. "The Role of Rents in the Transition from Socialist Redistributive Economies to Market Capitalism". *Comparative Sociology* 16 (1) : 13-38. https://doi.org/10.1163/15691330-12341419.

Mirziyoyev, Shavkat. 2025. "Address by the President of the Republic of Uzbekistan Shavkat Mirziyoyev at the 80th session of the United Nations General Assembly". Discours, 23 septembre 2025. https://president.uz/en/lists/view/8525.

Rotar, Igor. 2012. "Will the Fergana Valley Become a Hotbed of Destabilization in Central Asia?". *Eurasia Daily Monitor* 9 (180).

Ruziev, Kobil. 2021. "Uzbekistan's Development Experiment: An Assessment of Karimov's Economic Legacy". *Europe-Asia Studies* 73 (7) : 1303-1329. https://doi.org/10.1080/09668136.2021.1919602.

Schnabel, Isabel. 2022. "Monetary policy and the Great Volatility". Discours, 27 août 2022. https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2022/html/ecb.sp220827~93f7d07535.en.html.

Scissa, Chiara. 2025. "The Troubled Resources of Central Asia Need Better Management". *IAI Commentaries* 25.

Simone, Alejandro, Sarvar Ahmedov, Shuyi Wang et Amel Ould-Brahim. 2026. "State Owned Enterprises in Uzbekistan: Issues and Reform Options". *Selected Issues Papers* 2026 (058). https://doi.org/10.5089/9798229052610.018.

Teles Fazendeiro, Bernardo. 2017. "Uzbekistan's defensive self-reliance: Karimov's foreign policy legacy". *International Affairs* 93 (2) : 409-427. https://doi.org/10.1093/ia/iiw062.

Toktogulov, Beishenbek. 2022. "Uzbekistan's Foreign Policy Under Mirziyoyev: Change or Continuity?". *Eurasian Research Journal* 4 (1) : 49-67. https://doi.org/10.53277/2519-2442-2022.1-03.

Villeroy de Galhau, François. 2024. "Monetary Policy in Perspective (II): Three landmarks for a future of 'Great Volatility'". Discours, 30 octobre 2024. https://www.banque-france.fr/en/governors-interventions/monetary-policy-perspective-ii-three-landmarks-future-great-volatility.

World Bank. 2026a. *Uzbekistan Poverty and Equity Assessment: Rising to Prosperity: Broadening Opportunities for All.* Washington, D.C. : World Bank Group. http://documents.worldbank.org/curated/en/099091826081016988.

World Bank. 2026b. "Enhanced Rural Infrastructure in Uzbekistan to Improve Living Standards for 1.2 Million People and Expand Access to Jobs". Communiqué de presse, 17 juin 2026. https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/06/17/uzbekistan-second-phase-of-the-rural-infrastructure-development-program.

World Bank. 2026c. *Uzbekistan - Third Agriculture Public Expenditure Review.* Washington, D.C. : World Bank Group.

World Bank. 2024a. *Uzbekistan Country Economic Memorandum. Fostering Private Sector-Led Growth and Global Integration.* Washington, D.C. : World Bank Group. http://documents.worldbank.org/curated/en/099050625064539607.

World Bank. 2024b. *Uzbekistan: Public expenditure and financial accontability (PEFA) performance assessment report*. Washington, D.C. : World Bank Group, PEFA Secretariat.

World Bank. 2024c. *Uzbekistan - Innovative Social Protection System for Inclusion of Vulnerable People Project*. Washington, D.C. : World Bank Group. http://documents.worldbank.org/curated/en/099050724162539809.

Zettelmeyer, Jeromin. 1999. "The Uzbek Growth Puzzle". *IMF Staff Paper* 46 (3) : 274-292.

Liste des sigles et abréviations

APD	Aide publique au développement
CBU	*Central Bank of Uzbekistan*
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CERR	Center for Economic Research and Reforms
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
EDGAR	*Emissions Database for Global Atmospheric Research*
EnR	Énergies renouvelables
FMI	Fonds monétaire international
GES	Gaz à effet de serre
IDE	Investissements directs à l'étranger
IFRS	*International Financial Reporting Standards* / Normes comptables internationales
NFP	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OMC	Organisation mondiale du commerce
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PNP	Prêts non performants
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PRITI	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
PRITS	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure
RNB	Revenu national brut
UNDESA	*United Nations Department of Economic and Social Affairs*
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USD	Dollars états-uniens
UzNIF	*National Investment Fund of the Republic of Uzbekistan* / Fonds national d'investissement de la République d'Ouzbékistan
UzStat	*National Statistics Committee of the Republic of Uzbekistan*
VA	Valeur ajoutée

Liste des graphiques et tableaux

Graphiques

Graphique 1 – Le taux de change est devenu plus flexible

Graphique 2 – L'inflation converge avec la cible de 5 %

Graphique 3 – Le commerce international reprend de la vigueur

Graphique 4 – Les restrictions aux IDE demeurent importantes

Graphique 5 – L'Ouzbékistan mobilise de plus en plus de financements concessionnels

Graphique 6 – Les entreprises publiques ont un poids important dans l'économie

Graphique 7 – Le programme de privatisations accélère

Graphique 8 – Le poids des banques publiques baisse

Graphique 9 – Le secteur privé est devenu plus dynamique

Graphique 10 – L'Ouzbékistan est devenu l'un des pays les plus industrialisés de l'ex-URSS

Graphique 11 – Un retard vis-à-vis des pays de l'ex-URSS sur la transition vers une économie de marché

Graphique 12 – L'Ouzbékistan bénéficie d'une croissance dynamique

Graphique 13 – La position budgétaire est devenue plus expansionniste

Graphique 14 – Le fardeau de la dette s'est alourdi

Graphique 15 – Le *spread* souverain ouzbek atteint des points bas historiques

Graphique 16 – L'érosion des recettes fiscales interpelle

Graphique 17 – La balance courante est déficitaire

Graphique 18 – Les liquidités externes sont confortables

Graphique 19 – Les salaires évoluent, particulièrement dans le secteur des services

Graphique 20 – Les femmes participent peu au marché du travail

Graphique 21 – Les taux de scolarisation ont considérablement augmenté

Graphique 22 – L'Ouzbékistan est remonté dans le classement PISA pour les compétences en sciences

Graphique 23 – Le système de santé est plutôt bien doté en personnels et lits d'hôpitaux

Graphique 24 – Le poids des dépenses sociales augmente

Graphique 25 – La pauvreté décline à un rythme remarquable

Graphique 26 – Les disparités régionales de revenu s'accroissent

Graphique 27 – Les prélèvements d'eau baissent, mais restent au-dessus du seuil de soutenabilité

Graphique 28 – L'intensité carbone de l'Ouzbékistan est bien supérieure à la moyenne PRITI

Graphique 29 – Le mix énergétique reste très dépendant des combustibles fossiles

Graphique 30 – L'incertitude s'intensifie à l'échelle internationale

Graphique 31 – Le commerce international ralentit tendanciellement

Tableaux

Tableau 1 – Aperçu de l'économie ouzbèke durant la présidence d'Islam Karimov

Tableau 2 – Une baisse tangible des droits de douane appliqués par l'Ouzbékistan

Tableau 3 – Les ratios de stabilité financière sont globalement sains

Tableau 4 – Les indicateurs de gouvernance se sont améliorés depuis 2016, mais d'importantes lacunes demeurent

Tableau 5 – Aperçu de la situation hydrique en Asie centrale

Agence française de développement
5, rue Roland Barthes
75012 Paris I France
www.afd.fr

Riches d'un catalogue de plus de 1 500 titres, les Éditions Agence française de développement (AFD) se consacrent à la diffusion des savoirs et des expertises produits par le Groupe AFD sur les enjeux du développement durable. Nos publications de recherche et d'évaluation, élaborées en étroite collaboration avec des partenaires du monde entier, incarnent notre engagement à soutenir et accélérer les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Avertissement
Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Christophe Lecourtier
Directeur de la rédaction Thomas Melonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation PUB

Date de fin de rédaction : 14/10/26

Crédits et autorisations
Licence Creative Commons
Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/



Dépôt légal 4e trimestre 2026
ISSN 2116-4363
Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications des Éditions Agence française de développement :
editions.afd.fr